



MELUN | Les frais entraînés par la crise sanitaire pour la ville ont généré une hausse de 800 000 euros des dépenses à caractère général et une chute des recettes, compensées en partie par des aides publiques.

Surcoût du Covid : une addition brute de 2,4 millions d'euros

SOPHIE BORDIER

LA CRISE SANITAIRE liée au coronavirus n'est pas terminée. Mais l'heure des comptes a sonné dans les communes qui rendent publiques dépenses et recettes lors du rapport d'orientation budgétaire. A Melun (40 250 habitants), l'épidémie de Covid-19 a impacté les deux côtés de la balance.

Ainsi, dans la ville préfectorale, a-t-elle fait bondir les dépenses à caractère général de 6 % en 2020, en générant 773 277 € de frais imprévus. Parmi les gros postes de dépenses, 396 000 € pour les masques distribués au personnel et à la population, 106 757 € de fournitures (gel hydroalcoolique, blouses, etc.), 98 410 € de bons d'achat alimentaires aux familles dont les enfants étaient privés de cantine scolaire lors du premier confinement, 13 383 €

de rachat des denrées alimentaires périssables des restaurants pour mise à disposition d'associations caritatives.

La ville a renoncé à certaines recettes

« Il y a eu une période de sidération. Dans nos quartiers, des familles continuaient à aller aux parcs ou dans les aires de jeux pour enfants. Il y a eu un travail de sensibilisation par les équipes de Fidamurris », précise Kadir Mebarek (Agir), premier adjoint au maire en charge des finances et de la politique de la ville, pour justifier les 22 000 € payés à l'association.

La crise du Covid-19 a aussi plombé des recettes. Celles du stationnement rendu gratuit de mi-mars à mi-juillet et durant la première semaine des vacances de Noël. Une mesure en soutien aux commerçants à



Melun, le 18 mars 2021. Kadir Mebarek (à gauche), premier adjoint en charge des finances, et Louis Vogel, le maire Agir de Melun, estiment que la commune a été en mesure d'absorber les dépenses supplémentaires liées à la pandémie.

“
Avec les aides de l'Etat, de la CAF, de la région et du département, la perte nette descend à 600 000 €

KADIR MEBAREK (AGIR), ADJOINT AUX FINANCES DE MELUN

l'avenir incertain. Soit 486 500 € en moins ! Quant aux recettes liées au forfait poststationnement (22 € par contravention), elles ont chuté à 105 000 € en 2020 contre 197 000 € en 2019.

La ville a aussi renoncé à d'autres recettes : l'exonération de la taxe locale sur la publicité extérieure (TLPE) et les droits de terrasse (plus de 100 000 € au total). Sans compter les revenus en moins dans les structures de la petite enfance (151 343 €), au Conservatoire de musique et de danse (68 200 €) malgré les cours à distance, etc.

Au total, la ville accuse le coup pour 1,6 million d'euros de recettes en moins. « Avec les aides de l'Etat, de la CAF, de la région et du département, la perte nette descend à 600 000 € ! Globalement la ville a amorti le choc grâce à sa situation financière saine », affirme Kadir Mebarek.

Une situation financière saine pour la majorité, mais nuancée pour l'opposition

Paradoxalement, la crise sanitaire a permis de faire quelques économies sur certains postes en 2020, notamment les frais des animations annulées



Melun, novembre 2020. La mairie a racheté les denrées périssables du restaurateur Hervé Fillatre, pour les donner à une association.

(157 890 €), les fêtes et cérémonies aussi décommandées (80 000 €), etc. Confirmant cet « effet ciseaux » entre

hausse des dépenses nouvelles et recettes en baisse, le maire Louis Vogel (Agir) assure, de son côté, que les impôts locaux

ne sont pas impactés. L'opposition a nuancé l'affirmation de « la situation financière saine » brandie par la majorité. « La dépense par habitant s'élève à 1 494 euros contre 1 256 euros en moyenne dans les villes de même strate. On a une dette de 96 millions d'euros contre 31 millions d'euros pour les villes de même strate. On paie encore 4 millions d'euros d'intérêts par an. L'association des Contribuables associés attribue la note de 4/20 à Melun sur la base d'éléments de 2019 (NDLR : contre 3/20 en 2014) », tance Mickaël Guion, du groupe Réinventons Melun. « Cette association chasse la dépense publique. Or avec 100 millions d'euros d'investissements pendant le mandat précédent, c'est évident que la ville est mal notée. On ne dépensera plus un euro et on sera content d'avoir 18/20 ? », réplique Kadir Mebarek. ■